

Séance ordinaire du mardi 26 mars 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohamed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

Relais Petite Enfance 2024 - Renouvellement des conventions de fonctionnement - Autorisation de signature - Approbation

Madame Tasme AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier compte actuellement huit secteurs de Relais Petite Enfance (RPE) qui regroupent près de 625 assistant(e)s maternel(le)s indépendant(e)s et offrent une capacité d'accueil pour environ 1 680 enfants. Ces relais ont un rôle d'information, d'accompagnement et d'échanges entre les parents, les assistant(e)s maternel(le)s et les différents services aux familles du territoire dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil individuel.

Le financement du fonctionnement des RPE, ainsi que celui du poste d'animateur de chaque relais, est assumé à la fois par la Ville de Montpellier, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et le Département de l'Hérault dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite selon les modalités suivantes :

- Par le Conseil Départemental à hauteur de 20% des salaires et charges sociales de l'animateur ;
- Par la CAF qui s'engage à verser une prestation de service, dont le montant annuel s'élève à 43% des dépenses de fonctionnement, dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF ;
- Par la Ville de Montpellier pour le solde.

Il est proposé au Conseil municipal de renouveler les conventions relatives au fonctionnement des Relais Petite Enfance suivants :

- **RPE « Aiguelongue »** situé 2 rue des Tourterelles dont le secteur géographique concerne les Iris Agropolis, Aiguelongue, Beaux-Arts, Boutonnet, Ecole d'Architecture-Triolet, Rimbaud, Fac de pharmacie, Ecole Normale, Justice, Lapeyronie, Les Aubes, Lunaret, Archives départementales, Méric, Nazareth, Saint-Eloi, Sainte Odile, Verdanson et Vert-Bois ;
- **RPE « Antigone 1 »** situé 62 rue de Rhodes dont le secteur géographique concerne la Guirlande, Lepic, Méditerranée, Moulin de l'Evêque, Nombre d'Or, Place de l'Europe, Pont de Sète, Préfecture, Saint-Denis, Saint-Roch 2 ;
- **RPE « Antigone 2 - Val de Croze »** situé 438 boulevard d'Antigone dont le secteur géographique concerne Bagatelle, Bouisses, Estanove, la Colline, les Grèzes, Notre Dame de la Paix et Pas du Loup ;
- **RPE « Croix d'Argent »** situé 635 rue Jacques Bounin, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Croix d'Argent, Garosud, Marqueroze, Mas Drevon-Maurin, Sabathé, Tastavin et Parc Montcalm ;
- **RPE « Mosson »** situé 123 rue de Lausanne, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Blayac, Celleneuve, Euromédecine, la Fontaine, les Gémeaux, les Garrigues, les Tours, Malbosc, Occitanie, Oxford, Bologne, Mail Nord et Sud ;
- **RPE « Odyseum »** situé 280 boulevard Pénélope, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Eureka, Grammont, la Lironde, Millénaire, Pompignane, Port Marianne, Rives du Lez et Salaison ;
- **RPE « Saint Clément »** situé 311 avenue Saint Clément, dont le secteur géographique d'intervention concerne les Iris Agriculture, Alco, Assas, Astruc, Bel-Air, Casseyrols, la Piscine, Petit Bard, les Tonnelles, Pilory, Soulas et avenue de Lodève ;
- **RPE « Port Marianne »** situé 260 rue Clause Lévi Strauss dont le secteur géographique concerne les Iris Aiguerelles, la Rauze, Mion, Pont Trinquat, port Marianne, Saint-Martin et Tournezy.

Ces conventions sont conclues pour une période de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions renouvelées relatives au fonctionnement des Relais petite Enfance entre la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et la Caisse d'Allocations Familiales ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Conventions tripartites 2024 PPE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-263603-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Convention relative au fonctionnement du service relais petite enfance (RPE) de Montpellier Aiguelongue

Entre :

- Le **Département de l'Hérault**, n° siren 223 400 011 sis au Mas d'Alco – 1977 avenue des moulins 34087 Montpellier Cedex 4, représenté par monsieur Kléber Mesquida, président du Conseil départemental, **autorisé aux fins des présentes par délibération n°D106 en date du 13/12/2023**,
- La **commune de Montpellier**, gestionnaire du service relais petite enfance située 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier représentée par son maire, monsieur Michaël Delafosse autorisé par délibération du conseil municipal,
- La **caisse d'allocations familiales de l'Hérault** - 139 avenue de Lodève - 34943 Montpellier cedex, représentée par monsieur Thierry Mathieu, son directeur.

ARTICLE 1

Au regard :

- de la loi n°89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfance,
- de la loi n°2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistant(e)s maternel(le)s,
- de la loi 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique,
- de l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles,
- du décret n°2021-1115 du 25 août 2021 relative aux relais petite enfance et à l'information des familles sur les disponibilités d'accueil en établissement d'accueil du jeune enfant,

les parties signataires de la présente convention conjuguent leurs efforts en vue d'assurer le fonctionnement d'un service RPE dans un but d'information, d'accompagnement et d'échange entre les parents, les assistant(e)s maternel(le)s et les différents services aux familles du territoire.

ARTICLE 2

Ce service s'inscrit dans le cadre des actions et des aides concernant le secteur enfance et petite enfance développées par les trois partenaires.

ARTICLE 3

Les missions générales du RPE sont définies par la caisse d'allocations familiales (CAF), conjointement avec la commune de Montpellier et le Département (Direction de la protection maternelle et infantile), et consignées dans l'annexe 1 de la présente convention. Ces missions sont exercées en partenariat avec les services de la DPMI tels que définis dans l'annexe 2.

ARTICLE 4

Un comité de pilotage, composé du directeur de la caisse d'allocations familiales ou de son représentant, du médecin responsable de la Direction de la protection maternelle et infantile (DPMI) ou son représentant, et du maire de la commune de Montpellier ou son représentant, définit et met en œuvre les orientations visées à l'article 1.

Ce groupe se réunit en fonction des besoins, au moins une fois tous les deux ans. Le gestionnaire organise la tenue de ce bilan.

ARTICLE 5

Le recrutement de l'animateur de RPE s'effectue après appel de candidature et avis d'un jury comprenant obligatoirement les représentants de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier. En cas de remplacement, les conditions de recrutement seront identiques, le jury comprendra les trois signataires de la convention.

ARTICLE 6

Le service relais est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du du maire de la commune de Montpellier, le personnel relevant des règles relatives au fonctionnement des collectivités territoriales.

Le service relais est assuré par un agent ayant la qualification d'éducateur(trice) de jeunes enfants. Il s'agit d'un poste à temps plein.

ARTICLE 7

La caisse d'allocations familiales est responsable de la coordination des RPE sur le département de l'Hérault. Cette coordination consiste à assurer :

- la mise en réseau des relais au travers de réunions régulières,
- le conseil technique,
- les relations de partenariat avec les services de la Direction PMI.

La coordinatrice participera à la présentation des bilans lors du comité de pilotage.

ARTICLE 8

L'implantation se situe 2 rue des tourterelles à Montpellier.

ARTICLE 9

Le secteur géographique d'intervention est fixé par les trois organismes dans un souci d'équilibre des secteurs et concerne les quartiers : Agropolis, Aiguelongue, Beaux Arts, Boutonnet, Ecole d'Architecture-Triolet, Rimbaud, Fac de Pharmacie, Ecole Normale, Justice, Lapeyronie, les Aubes, Méric, Nazareth, Saint Eloi, Sainte Odile, Verdanson, Vert Bois.

ARTICLE 10

Le financement de l'ensemble des frais de fonctionnement est assuré de la manière suivante:

→ par le Département à hauteur de 20 % salaires et charges sociales de l'animatrice, le Département effectuera le versement de sa participation selon les modalités suivantes :

- 70% en début d'année au vu du budget prévisionnel
- le solde en N+1 régularisé au vu du compte administratif relatif au relais.

→ par la caisse d'allocations familiales qui s'engage, dans le cadre d'une convention spécifique avec le gestionnaire du relais, à lui verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF et un bonus lié à la mise en place de missions renforcées et le cas échéant, une prestation CEJ ou un bonus « territoire Ctg » (cf. annexe 3),

→ par la commune de Montpellier pour le solde

Pour les communes (ou communauté de communes) signataires d'un contrat enfance jeunesse (CEJ) ou d'une convention territoriale globale (CTG) et pour lesquelles le relais petite enfance est intégré, dès son ouverture, dans le plan d'action du CEJ ou de la CTG signé avec chaque commune (ou communauté de communes) un financement complémentaire pourra être apporté par la CAF selon les règles édictées dans les conventions de financements. Le financement des RPE par les fonds nationaux de la CNAF (prestation de service, mission renforcée, bonus « territoire CTG », fonds publics et territoire) est plafonné à 80% du total des charges (y compris contributions volontaires). L'application du plafond se traduit par une réduction à due concurrence du bonus territoire CTG.

ARTICLE 11

La commune de Montpellier communique le bilan des actions et les résultats financiers au conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales et à la Direction de la protection maternelle et infantile pour le Département.

ARTICLE 12

Toutes les actions d'information réalisées par le relais feront référence au Département, à la commune de Montpellier et à la caisse d'allocations familiales.

Les logos de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier devront figurer sur toute documentation ou dépliant réalisé conjointement à l'intention du public.

ARTICLE 13

Toute modification proposée par l'un des partenaires entraînant des changements dans les conditions d'exécution de la convention devra être définie en comité de pilotage ou faire l'objet d'une concertation avec la CAF et le Département et avoir reçu l'accord de chacun des partenaires. Elle devra être ensuite signifiée par courrier à chaque partenaire et devra faire l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 14

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 15

En cas de litiges, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 16 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties sont tenues de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD »).

Les parties sont chacune responsable de traitement, au sens du dit- règlement, pour les données à caractère personnel qu'elles détiennent.

Le responsable de traitement doit s'assurer de la conformité de celui-ci au RGPD. Il a ainsi diverses obligations, parmi lesquelles :

- Obligation de licéité du traitement : le responsable de traitement doit traiter les données en conformité avec le RGPD, de manière loyale, licite, transparente.
- Obligation d'information : pour la réalisation d'un traitement, le responsable de traitement a l'obligation d'informer les personnes concernées. Il doit les informer sur les catégories de données concernées, leurs utilisations, les finalités du traitement ...
- Obligation de sécurité : le responsable de traitement a l'obligation de mettre en place des mesures permettant la sécurité des données traitées. Par ailleurs, en cas de violation des principes de protection des données, le responsable de traitement est tenu d'en informer la CNIL et, dans les cas les plus graves, les personnes concernées.
- Obligation de prise en compte des droits des personnes : le RGPD confère aux personnes divers droits sur leurs données à caractère personnel. Le responsable de traitement doit faciliter l'exercice de ces droits pour les personnes concernées et prendre en compte les demandes qui y sont liées.

ARTICLE 17

Cette convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

La présente convention est établie en trois exemplaires.

A Montpellier, le

Le directeur de la
Caisse d'allocations familiales

Le maire de la commune de
Montpellier

Le président
du Conseil départemental
de l'Hérault

Convention relative au fonctionnement du service relais petite enfance (RPE) de Montpellier Antigone 1

Entre :

- Le **Département de l'Hérault**, n° siren 223 400 011 sis au Mas d'Alco – 1977 avenue des moulins 34087 Montpellier Cedex 4, représenté par monsieur Kléber Mesquida, président du Conseil départemental, **autorisé aux fins des présentes par délibération n° D406** en date du 13/12/2023,
- La **commune de Montpellier**, gestionnaire du service relais petite enfance située 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier représentée par son maire, monsieur Michaël Delafosse autorisé par délibération du conseil municipal,
- La **caisse d'allocations familiales de l'Hérault** - 139 avenue de Lodève - 34943 Montpellier cedex, représentée par monsieur Thierry Mathieu, son directeur.

ARTICLE 1

Au regard :

- de la loi n°89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfance,
- de la loi n°2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistant(e)s maternel(le)s,
- de la loi 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique,
- de l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles,
- du décret n°2021-1115 du 25 août 2021 relative aux relais petite enfance et à l'information des familles sur les disponibilités d'accueil en établissement d'accueil du jeune enfant,

les parties signataires de la présente convention conjuguent leurs efforts en vue d'assurer le fonctionnement d'un service RPE dans un but d'information, d'accompagnement et d'échange entre les parents, les assistant(e)s maternel(le)s et les différents services aux familles du territoire.

ARTICLE 2

Ce service s'inscrit dans le cadre des actions et des aides concernant le secteur enfance et petite enfance développées par les trois partenaires.

ARTICLE 3

Les missions générales du RPE sont définies par la caisse d'allocations familiales (CAF), conjointement avec la commune de Montpellier et le Département (Direction de la protection maternelle et infantile), et consignées dans l'annexe 1 de la présente convention. Ces missions sont exercées en partenariat avec les services de la DPMI tels que définis dans l'annexe 2.

ARTICLE 4

Un comité de pilotage, composé du directeur de la caisse d'allocations familiales ou de son représentant, du médecin responsable de la Direction de la protection maternelle et infantile (DPMI) ou son représentant, et du maire de la commune de Montpellier ou son représentant, définit et met en œuvre les orientations visées à l'article 1.

Ce groupe se réunit en fonction des besoins, au moins une fois tous les deux ans. Le gestionnaire organise la tenue de ce bilan.

ARTICLE 5

Le recrutement de l'animateur de RPE s'effectue après appel de candidature et avis d'un jury comprenant obligatoirement les représentants de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier. En cas de remplacement, les conditions de recrutement seront identiques, le jury comprendra les trois signataires de la convention.

ARTICLE 6

Le service relais est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du maire de la commune de Montpellier, le personnel relevant des règles relatives au fonctionnement des collectivités territoriales.

Le service relais est assuré par un agent ayant la qualification d'éducateur(trice) de jeunes enfants. Il s'agit d'un poste à temps plein.

ARTICLE 7

La caisse d'allocations familiales est responsable de la coordination des RPE sur le département de l'Hérault. Cette coordination consiste à assurer :

- la mise en réseau des relais au travers de réunions régulières,
- le conseil technique,
- les relations de partenariat avec les services de la Direction PMI.

La coordinatrice participera à la présentation des bilans lors du comité de pilotage.

ARTICLE 8

L'implantation se situe 62 rue de Rhodes à Montpellier.

ARTICLE 9

Le secteur géographique d'intervention est fixé par les trois organismes dans un souci d'équilibre des secteurs et concerne les quartiers : la Guirlande, Lepic, Méditerranée, Moulin de l'Evêque, Nombre d'Or, Place de l'europe, Pont de Sète, Préfecture, Saint Denis, Saint Roch 2.

ARTICLE 10

Le financement de l'ensemble des frais de fonctionnement est assuré de la manière suivante:

- par le Département à hauteur de 20 % des salaires et charges sociales de l'animatrice
le Département effectuera le versement de sa participation selon les modalités suivantes :

- 70% en début d'année au vu du budget prévisionnel
- le solde en N+1 régularisé au vu du compte administratif relatif au relais.

- par la caisse d'allocations familiales qui s'engage, dans le cadre d'une convention spécifique avec le gestionnaire du relais, à lui verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF et un bonus lié à la mise en place de missions renforcées et le cas échéant, une prestation CEJ ou un bonus « territoire Ctg » (cf. annexe 3),

- par la commune de Montpellier pour le solde

Pour les communes (ou communauté de communes) signataires d'un contrat enfance jeunesse (CEJ) ou d'une convention territoriale globale (CTG) et pour lesquelles le relais petite enfance est intégré, dès son ouverture, dans le plan d'action du CEJ ou de la CTG signé avec chaque commune (ou communauté de communes) un financement complémentaire pourra être apporté par la CAF selon les règles édictées dans les conventions de financements. Le financement des RPE par les fonds nationaux de la CNAF (prestation de service, mission renforcée, bonus « territoire CTG », fonds publics et territoire) est plafonné à 80% du total des charges (y compris contributions volontaires). L'application du plafond se traduit par une réduction à due concurrence du bonus territoire CTG.

ARTICLE 11

La commune de Montpellier communique le bilan des actions et les résultats financiers au conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales et à la Direction de la protection maternelle et infantile pour le Département.

ARTICLE 12

Toutes les actions d'information réalisées par le relais feront référence au Département, à la commune de Montpellier et à la caisse d'allocations familiales.

Les logos de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier devront figurer sur toute documentation ou dépliant réalisé conjointement à l'intention du public.

ARTICLE 13

Toute modification proposée par l'un des partenaires entraînant des changements dans les conditions d'exécution de la convention devra être définie en comité de pilotage ou faire l'objet d'une concertation avec la CAF et le Département et avoir reçu l'accord de chacun des partenaires. Elle devra être ensuite signifiée par courrier à chaque partenaire et devra faire l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 14

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 15

En cas de litiges, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 16 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties sont tenues de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD »).

Les parties sont chacune responsable de traitement, au sens du dit- règlement, pour les données à caractère personnel qu'elles détiennent.

Le responsable de traitement doit s'assurer de la conformité de celui-ci au RGPD. Il a ainsi diverses obligations, parmi lesquelles :

- Obligation de licéité du traitement : le responsable de traitement doit traiter les données en conformité avec le RGPD, de manière loyale, licite, transparente.
- Obligation d'information : pour la réalisation d'un traitement, le responsable de traitement a l'obligation d'informer les personnes concernées. Il doit les informer sur les catégories de données concernées, leurs utilisations, les finalités du traitement ...
- Obligation de sécurité : le responsable de traitement a l'obligation de mettre en place des mesures permettant la sécurité des données traitées. Par ailleurs, en cas de violation des principes de protection des données, le responsable de traitement est tenu d'en informer la CNIL et, dans les cas les plus graves, les personnes concernées.
- Obligation de prise en compte des droits des personnes : le RGPD confère aux personnes divers droits sur leurs données à caractère personnel. Le responsable de traitement doit faciliter l'exercice de ces droits pour les personnes concernées et prendre en compte les demandes qui y sont liées.

ARTICLE 17

Cette convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

La présente convention est établie en trois exemplaires.

A Montpellier, le

Le directeur de la
Caisse d'allocations familiales

Le maire de la commune de
Montpellier

Le président
du Conseil départemental
de l'Hérault

Convention relative au fonctionnement du service relais petite enfance (RPE) de Montpellier Antigone 2

Entre :

- Le **Département de l'Hérault**, n° siren 223 400 011 sis au Mas d'Alco – 1977 avenue des moulins 34087 Montpellier Cedex 4, représenté par monsieur Kléber Mesquida, président du Conseil départemental, **autorisé aux fins des présentes par délibération n°D106** en date du 13/12/2023,
- La **commune de Montpellier**, gestionnaire du service relais petite enfance située 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier représentée par son maire, monsieur Michaël Delafosse autorisé par délibération du conseil municipal,
- La **caisse d'allocations familiales de l'Hérault** - 139 avenue de Lodève - 34943 Montpellier cedex, représentée par monsieur Thierry Mathieu, son directeur.

ARTICLE 1

Au regard :

- de la loi n°89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfance,
- de la loi n°2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistant(e)s maternel(le)s,
- de la loi 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique,
- de l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles,
- du décret n°2021-1115 du 25 août 2021 relative aux relais petite enfance et à l'information des familles sur les disponibilités d'accueil en établissement d'accueil du jeune enfant,

les parties signataires de la présente convention conjuguent leurs efforts en vue d'assurer le fonctionnement d'un service RPE dans un but d'information, d'accompagnement et d'échange entre les parents, les assistant(e)s maternel(le)s et les différents services aux familles du territoire.

ARTICLE 2

Ce service s'inscrit dans le cadre des actions et des aides concernant le secteur enfance et petite enfance développées par les trois partenaires.

ARTICLE 3

Les missions générales du RPE sont définies par la caisse d'allocations familiales (CAF), conjointement avec la commune de Montpellier et le Département (Direction de la protection maternelle et infantile), et consignées dans l'annexe 1 de la présente convention. Ces missions sont exercées en partenariat avec les services de la DPMI tels que définis dans l'annexe 2.

ARTICLE 4

Un comité de pilotage, composé du directeur de la caisse d'allocations familiales ou de son représentant, du médecin responsable de la Direction de la protection maternelle et infantile (DPMI) ou son représentant, et du maire de la commune de Montpellier ou son représentant, définit et met en œuvre les orientations visées à l'article 1.

Ce groupe se réunit en fonction des besoins, au moins une fois tous les deux ans. Le gestionnaire organise la tenue de ce bilan.

ARTICLE 5

Le recrutement de l'animateur de RPE s'effectue après appel de candidature et avis d'un jury comprenant obligatoirement les représentants de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier. En cas de remplacement, les conditions de recrutement seront identiques, le jury comprendra les trois signataires de la convention.

ARTICLE 6

Le service relais est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du maire de la commune de Montpellier, le personnel relevant des règles relatives au fonctionnement des collectivités territoriales.

Le service relais est assuré par un agent ayant la qualification d'éducateur(trice) de jeunes enfants. Il s'agit d'un poste à temps plein.

ARTICLE 7

La caisse d'allocations familiales est responsable de la coordination des RPE sur le département de l'Hérault. Cette coordination consiste à assurer :

- la mise en réseau des relais au travers de réunions régulières,
- le conseil technique,
- les relations de partenariat avec les services de la Direction PMI.

La coordinatrice participera à la présentation des bilans lors du comité de pilotage.

ARTICLE 8

L'implantation se situe 438 boulevard d'Antigone à Montpellier.

ARTICLE 9

Le secteur géographique d'intervention est fixé par les trois organismes dans un souci d'équilibre des secteurs et concerne les quartiers : Bagatelle, les Bouisses, Estanove, la Colline, les grèzes, Notre Dame de la Paix, Pas du loup.

ARTICLE 10

Le financement de l'ensemble des frais de fonctionnement est assuré de la manière suivante:

→ par le Département à hauteur de 20 % des salaires et charges sociales de l'animatrice,

le Département effectuera le versement de sa participation selon les modalités suivantes :

- 70% en début d'année au vu du budget prévisionnel
- le solde en N+1 régularisé au vu du compte administratif relatif au relais.

→ par la caisse d'allocations familiales qui s'engage, dans le cadre d'une convention spécifique avec le gestionnaire du relais, à lui verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF et un bonus lié à la mise en place de missions renforcées et le cas échéant, une prestation CEJ ou un bonus « territoire Ctg » (cf. annexe 3),

→ par la commune de Montpellier pour le solde

Pour les communes (ou communauté de communes) signataires d'un contrat enfance jeunesse (CEJ) ou d'une convention territoriale globale (CTG) et pour lesquelles le relais petite enfance est intégré, dès son ouverture, dans le plan d'action du CEJ ou de la CTG signé avec chaque commune (ou communauté de communes) un financement complémentaire pourra être apporté par la CAF selon les règles édictées dans les conventions de financements. Le financement des RPE par les fonds nationaux de la CNAF (prestation de service, mission renforcée, bonus « territoire CTG », fonds publics et territoire) est plafonné à 80% du total des charges (y compris contributions volontaires). L'application du plafond se traduit par une réduction à due concurrence du bonus territoire CTG.

ARTICLE 11

La commune de Montpellier communique le bilan des actions et les résultats financiers au conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales et à la Direction de la protection maternelle et infantile pour le Département.

ARTICLE 12

Toutes les actions d'information réalisées par le relais feront référence au Département, à la commune de Montpellier et à la caisse d'allocations familiales.

Les logos de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier devront figurer sur toute documentation ou dépliant réalisé conjointement à l'intention du public.

ARTICLE 13

Toute modification proposée par l'un des partenaires entraînant des changements dans les conditions d'exécution de la convention devra être définie en comité de pilotage ou faire l'objet d'une concertation avec la CAF et le Département et avoir reçu l'accord de chacun des partenaires. Elle devra être ensuite signifiée par courrier à chaque partenaire et devra faire l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 14

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 15

En cas de litiges, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 16 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties sont tenues de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD »).

Les parties sont chacune responsable de traitement, au sens du dit- règlement, pour les données à caractère personnel qu'elles détiennent.

Le responsable de traitement doit s'assurer de la conformité de celui-ci au RGPD. Il a ainsi diverses obligations, parmi lesquelles :

- Obligation de licéité du traitement : le responsable de traitement doit traiter les données en conformité avec le RGPD, de manière loyale, licite, transparente.
- Obligation d'information : pour la réalisation d'un traitement, le responsable de traitement a l'obligation d'informer les personnes concernées. Il doit les informer sur les catégories de données concernées, leurs utilisations, les finalités du traitement ...
- Obligation de sécurité : le responsable de traitement a l'obligation de mettre en place des mesures permettant la sécurité des données traitées. Par ailleurs, en cas de violation des principes de protection des données, le responsable de traitement est tenu d'en informer la CNIL et, dans les cas les plus graves, les personnes concernées.
- Obligation de prise en compte des droits des personnes : le RGPD confère aux personnes divers droits sur leurs données à caractère personnel. Le responsable de traitement doit faciliter l'exercice de ces droits pour les personnes concernées et prendre en compte les demandes qui y sont liées.

ARTICLE 17

Cette convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

La présente convention est établie en trois exemplaires.

A Montpellier, le

Le directeur de la
Caisse d'allocations familiales

Le maire de la commune de
Montpellier

Le président
du Conseil départemental
de l'Hérault

Convention relative au fonctionnement du service relais petite enfance (RPE) de Montpellier Croix d'Argent

Entre :

- Le **Département de l'Hérault**, n° siren 223 400 011 sis au Mas d'Alco – 1977 avenue des moulins 34087 Montpellier Cedex 4, représenté par monsieur Kléber Mesquida, président du Conseil départemental, **autorisé aux fins des présentes par délibération n° 146** en date du **13/12/2023**,
- La **commune de Montpellier**, gestionnaire du service relais petite enfance située 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier représentée par son maire, monsieur Michaël Delafosse autorisé par délibération du conseil municipal,
- La **caisse d'allocations familiales de l'Hérault** - 139 avenue de Lodève - 34943 Montpellier cedex, représentée par monsieur Thierry Mathieu, son directeur.

ARTICLE 1

Au regard :

- de la loi n°89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfance,
- de la loi n°2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistant(e)s maternel(le)s,
- de la loi 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique,
- de l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles,
- du décret n°2021-1115 du 25 août 2021 relative aux relais petite enfance et à l'information des familles sur les disponibilités d'accueil en établissement d'accueil du jeune enfant,

les parties signataires de la présente convention conjuguent leurs efforts en vue d'assurer le fonctionnement d'un service RPE dans un but d'information, d'accompagnement et d'échange entre les parents, les assistant(e)s maternel(le)s et les différents services aux familles du territoire.

ARTICLE 2

Ce service s'inscrit dans le cadre des actions et des aides concernant le secteur enfance et petite enfance développées par les trois partenaires.

ARTICLE 3

Les missions générales du RPE sont définies par la caisse d'allocations familiales (CAF), conjointement avec la commune de Montpellier et le Département (Direction de la protection maternelle et infantile), et consignées dans l'annexe 1 de la présente convention. Ces missions sont exercées en partenariat avec les services de la DPMI tels que définis dans l'annexe 2.

ARTICLE 4

Un comité de pilotage, composé du directeur de la caisse d'allocations familiales ou de son représentant, du médecin responsable de la Direction de la protection maternelle et infantile (DPMI) ou son représentant, et du maire de la commune de Montpellier ou son représentant, définit et met en œuvre les orientations visées à l'article 1.
Ce groupe se réunit en fonction des besoins, au moins une fois tous les deux ans. Le gestionnaire organise la tenue de ce bilan.

ARTICLE 5

Le recrutement de l'animateur de RPE s'effectue après appel de candidature et avis d'un jury comprenant obligatoirement les représentants de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier. En cas de remplacement, les conditions de recrutement seront identiques, le jury comprendra les trois signataires de la convention.

ARTICLE 6

Le service relais est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du maire de la commune de Montpellier, le personnel relevant des règles relatives au fonctionnement des collectivités territoriales.

Le service relais est assuré par un agent ayant la qualification d'éducateur(trice) de jeunes enfants. Il s'agit d'un poste à temps plein.

ARTICLE 7

La caisse d'allocations familiales est responsable de la coordination des RPE sur le département de l'Hérault. Cette coordination consiste à assurer :

- la mise en réseau des relais au travers de réunions régulières,
- le conseil technique,
- les relations de partenariat avec les services de la Direction PMI.

La coordinatrice participera à la présentation des bilans lors du comité de pilotage.

ARTICLE 8

L'implantation se situe 635 rue Jacques Bounin à Montpellier.

ARTICLE 9

Le secteur géographique d'intervention est fixé par les trois organismes dans un souci d'équilibre des secteurs et concerne les quartiers : Croix d'Argent, Garosud, Marqueroze, Mas Drevon-Maurin, Sabathé, Tastavin, Parc Montcalm.

ARTICLE 10

Le financement de l'ensemble des frais de fonctionnement est assuré de la manière suivante:

→ par le Département à hauteur de 20 % salaires et charges sociales de l'animatrice, le Département effectuera le versement de sa participation selon les modalités suivantes :

- 70% en début d'année au vu du budget prévisionnel
- le solde en N+1 régularisé au vu du compte administratif relatif au relais.

→ par la caisse d'allocations familiales qui s'engage, dans le cadre d'une convention spécifique avec le gestionnaire du relais, à lui verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF et un bonus lié à la mise en place de missions renforcées et le cas échéant, une prestation CEJ ou un bonus « territoire Ctg » (cf. annexe 3),

→ par la commune de Montpellier pour le solde

Pour les communes (ou communauté de communes) signataires d'un contrat enfance jeunesse (CEJ) ou d'une convention territoriale globale (CTG) et pour lesquelles le relais petite enfance est intégré, dès son ouverture, dans le plan d'action du CEJ ou de la CTG signé avec chaque commune (ou communauté de communes) un financement complémentaire pourra être apporté par la CAF selon les règles édictées dans les conventions de financements. Le financement des RPE par les fonds nationaux de la CNAF (prestation de service, mission renforcée, bonus « territoire CTG », fonds publics et territoire) est plafonné à 80% du total des charges (y compris contributions volontaires). L'application du plafond se traduit par une réduction à due concurrence du bonus territoire CTG.

ARTICLE 11

La commune de Montpellier communique le bilan des actions et les résultats financiers au conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales et à la Direction de la protection maternelle et infantile pour le Département.

ARTICLE 12

Toutes les actions d'information réalisées par le relais feront référence au Département, à la commune de Montpellier et à la caisse d'allocations familiales.

Les logos de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier devront figurer sur toute documentation ou dépliant réalisé conjointement à l'intention du public.

ARTICLE 13

Toute modification proposée par l'un des partenaires entraînant des changements dans les conditions d'exécution de la convention devra être définie en comité de pilotage ou faire l'objet d'une concertation avec la CAF et le Département et avoir reçu l'accord de chacun des partenaires. Elle devra être ensuite signifiée par courrier à chaque partenaire et devra faire l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 14

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 15

En cas de litiges, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 16 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties sont tenues de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD »).

Les parties sont chacune responsable de traitement, au sens du dit- règlement, pour les données à caractère personnel qu'elles détiennent.

Le responsable de traitement doit s'assurer de la conformité de celui-ci au RGPD. Il a ainsi diverses obligations, parmi lesquelles :

- Obligation de licéité du traitement : le responsable de traitement doit traiter les données en conformité avec le RGPD, de manière loyale, licite, transparente.
- Obligation d'information : pour la réalisation d'un traitement, le responsable de traitement a l'obligation d'informer les personnes concernées. Il doit les informer sur les catégories de données concernées, leurs utilisations, les finalités du traitement ...
- Obligation de sécurité : le responsable de traitement a l'obligation de mettre en place des mesures permettant la sécurité des données traitées. Par ailleurs, en cas de violation des principes de protection des données, le responsable de traitement est tenu d'en informer la CNIL et, dans les cas les plus graves, les personnes concernées.
- Obligation de prise en compte des droits des personnes : le RGPD confère aux personnes divers droits sur leurs données à caractère personnel. Le responsable de traitement doit faciliter l'exercice de ces droits pour les personnes concernées et prendre en compte les demandes qui y sont liées.

ARTICLE 17

Cette convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

La présente convention est établie en trois exemplaires.

A Montpellier, le

Le directeur de la
Caisse d'allocations familiales

Le maire de la commune de
Montpellier

Le président
du Conseil départemental
de l'Hérault

Convention relative au fonctionnement du service relais petite enfance (RPE) de Montpellier Mosson

Entre :

- Le **Département de l'Hérault**, n° siren 223 400 011 sis au Mas d'Alco – 1977 avenue des moulins 34087 Montpellier Cedex 4, représenté par monsieur Kléber Mesquida, président du Conseil départemental, **autorisé aux fins des présentes par délibération n°1406** en date du **13/12/2023**,
- La **commune de Montpellier**, gestionnaire du service relais petite enfance située 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier représentée par son maire, monsieur Michaël Delafosse autorisé par délibération du conseil municipal,
- La **caisse d'allocations familiales de l'Hérault** - 139 avenue de Lodève - 34943 Montpellier cedex, représentée par monsieur Thierry Mathieu, son directeur.

ARTICLE 1

Au regard :

- de la loi n°89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfance,
- de la loi n°2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistant(e)s maternel(le)s,
- de la loi 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique,
- de l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles,
- du décret n°2021-1115 du 25 août 2021 relative aux relais petite enfance et à l'information des familles sur les disponibilités d'accueil en établissement d'accueil du jeune enfant,

les parties signataires de la présente convention conjuguent leurs efforts en vue d'assurer le fonctionnement d'un service RPE dans un but d'information, d'accompagnement et d'échange entre les parents, les assistant(e)s maternel(le)s et les différents services aux familles du territoire.

ARTICLE 2

Ce service s'inscrit dans le cadre des actions et des aides concernant le secteur enfance et petite enfance développées par les trois partenaires.

ARTICLE 3

Les missions générales du RPE sont définies par la caisse d'allocations familiales (CAF), conjointement avec la commune de Montpellier et le Département (Direction de la protection maternelle et infantile), et consignées dans l'annexe 1 de la présente convention. Ces missions sont exercées en partenariat avec les services de la DPMI tels que définis dans l'annexe 2.

ARTICLE 4

Un comité de pilotage, composé du directeur de la caisse d'allocations familiales ou de son représentant, du médecin responsable de la Direction de la protection maternelle et infantile (DPMI) ou son représentant, et du maire de la commune de Montpellier ou son représentant, définit et met en œuvre les orientations visées à l'article 1.

Ce groupe se réunit en fonction des besoins, au moins une fois tous les deux ans. Le gestionnaire organise la tenue de ce bilan.

ARTICLE 5

Le recrutement de l'animateur de RPE s'effectue après appel de candidature et avis d'un jury comprenant obligatoirement les représentants de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier. En cas de remplacement, les conditions de recrutement seront identiques, le jury comprendra les trois signataires de la convention.

ARTICLE 6

Le service relais est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du maire de la commune de Montpellier, le personnel relevant des règles relatives au fonctionnement des collectivités territoriales.

Le service relais est assuré par un agent ayant la qualification d'éducateur(trice) de jeunes enfants. Il s'agit d'un poste à temps plein.

ARTICLE 7

La caisse d'allocations familiales est responsable de la coordination des RPE sur le département de l'Hérault. Cette coordination consiste à assurer :

- la mise en réseau des relais au travers de réunions régulières,
- le conseil technique,
- les relations de partenariat avec les services de la Direction PMI.

La coordinatrice participera à la présentation des bilans lors du comité de pilotage.

ARTICLE 8

L'implantation se situe 123 rue de Lausanne à Montpellier.

ARTICLE 9

Le secteur géographique d'intervention est fixé par les trois organismes dans un souci d'équilibre des secteurs et concerne les quartiers : Blayac, Celleneuve, Euromédecine, la Fontaine, les Gémeaux, les Garrigues, les Tours, Malbosc, Occitanie, Oxford.

ARTICLE 10

Le financement de l'ensemble des frais de fonctionnement est assuré de la manière suivante:

→ par le Département à hauteur de 20 % salaires et charges sociales de l'animatrice, le Département effectuera le versement de sa participation selon les modalités suivantes :

- 70% en début d'année au vu du budget prévisionnel
- le solde en N+1 régularisé au vu du compte administratif relatif au relais.

→ par la caisse d'allocations familiales qui s'engage, dans le cadre d'une convention spécifique avec le gestionnaire du relais, à lui verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF et un bonus lié à la mise en place de missions renforcées et le cas échéant, une prestation CEJ ou un bonus « territoire Ctg » (cf. annexe 3),

→ par la commune de Montpellier pour le solde

Pour les communes (ou communauté de communes) signataires d'un contrat enfance jeunesse (CEJ) ou d'une convention territoriale globale (CTG) et pour lesquelles le relais petite enfance est intégré, dès son ouverture, dans le plan d'action du CEJ ou de la CTG signé avec chaque commune (ou communauté de communes) un financement complémentaire pourra être apporté par la CAF selon les règles édictées dans les conventions de financements. Le financement des RPE par les fonds nationaux de la CNAF (prestation de service, mission renforcée, bonus « territoire CTG », fonds publics et territoire) est plafonné à 80% du total des charges (y compris contributions volontaires). L'application du plafond se traduit par une réduction à due concurrence du bonus territoire CTG.

ARTICLE 11

La commune de Montpellier communique le bilan des actions et les résultats financiers au conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales et à la Direction de la protection maternelle et infantile pour le Département.

ARTICLE 12

Toutes les actions d'information réalisées par le relais feront référence au Département, à la commune de Montpellier et à la caisse d'allocations familiales.

Les logos de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier devront figurer sur toute documentation ou dépliant réalisé conjointement à l'intention du public.

ARTICLE 13

Toute modification proposée par l'un des partenaires entraînant des changements dans les conditions d'exécution de la convention devra être définie en comité de pilotage ou faire l'objet d'une concertation avec la CAF et le Département et avoir reçu l'accord de chacun des partenaires. Elle devra être ensuite signifiée par courrier à chaque partenaire et devra faire l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 14

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 15

En cas de litiges, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 16 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties sont tenues de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD »).

Les parties sont chacune responsable de traitement, au sens du dit- règlement, pour les données à caractère personnel qu'elles détiennent.

Le responsable de traitement doit s'assurer de la conformité de celui-ci au RGPD. Il a ainsi diverses obligations, parmi lesquelles :

- Obligation de licéité du traitement : le responsable de traitement doit traiter les données en conformité avec le RGPD, de manière loyale, licite, transparente.
- Obligation d'information : pour la réalisation d'un traitement, le responsable de traitement a l'obligation d'informer les personnes concernées. Il doit les informer sur les catégories de données concernées, leurs utilisations, les finalités du traitement ...
- Obligation de sécurité : le responsable de traitement a l'obligation de mettre en place des mesures permettant la sécurité des données traitées. Par ailleurs, en cas de violation des principes de protection des données, le responsable de traitement est tenu d'en informer la CNIL et, dans les cas les plus graves, les personnes concernées.
- Obligation de prise en compte des droits des personnes : le RGPD confère aux personnes divers droits sur leurs données à caractère personnel. Le responsable de traitement doit faciliter l'exercice de ces droits pour les personnes concernées et prendre en compte les demandes qui y sont liées.

ARTICLE 17

Cette convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

La présente convention est établie en trois exemplaires.

A Montpellier, le

Le directeur de la
Caisse d'allocations familiales

Le maire de la commune de
Montpellier

Le président
du Conseil départemental
de l'Hérault

Convention relative au fonctionnement du service relais petite enfance (RPE) de Montpellier Odysséum

Entre :

- Le **Département de l'Hérault**, n° siren 223 400 011 sis au Mas d'Alco – 1977 avenue des moulins 34087 Montpellier Cedex 4, représenté par monsieur Kléber Mesquida, président du Conseil départemental, **autorisé aux fins des présentes par délibération n°0406** en date du 23/12/2023,
- La **commune de Montpellier**, gestionnaire du service relais petite enfance située 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier représentée par son maire, monsieur Michaël Delafosse autorisé par délibération du conseil municipal,
- La **caisse d'allocations familiales de l'Hérault** - 139 avenue de Lodève - 34943 Montpellier cedex, représentée par monsieur Thierry Mathieu, son directeur.

ARTICLE 1

Au regard :

- de la loi n°89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfance,
- de la loi n°2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistant(e)s maternel(le)s,
- de la loi 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique,
- de l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles,
- du décret n°2021-1115 du 25 août 2021 relative aux relais petite enfance et à l'information des familles sur les disponibilités d'accueil en établissement d'accueil du jeune enfant,

les parties signataires de la présente convention conjuguent leurs efforts en vue d'assurer le fonctionnement d'un service RPE dans un but d'information, d'accompagnement et d'échange entre les parents, les assistant(e)s maternel(le)s et les différents services aux familles du territoire.

ARTICLE 2

Ce service s'inscrit dans le cadre des actions et des aides concernant le secteur enfance et petite enfance développées par les trois partenaires.

ARTICLE 3

Les missions générales du RPE sont définies par la caisse d'allocations familiales (CAF), conjointement avec la commune de Montpellier et le Département (Direction de la protection maternelle et infantile), et consignées dans l'annexe 1 de la présente convention. Ces missions sont exercées en partenariat avec les services de la DPPI tels que définis dans l'annexe 2.

ARTICLE 4

Un comité de pilotage, composé du directeur de la caisse d'allocations familiales ou de son représentant, du médecin responsable de la Direction de la protection maternelle et infantile (DPPI) ou son représentant, et du maire de la commune de Montpellier ou son représentant, définit et met en œuvre les orientations visées à l'article 1.

Ce groupe se réunit en fonction des besoins, au moins une fois tous les deux ans. Le gestionnaire organise la tenue de ce bilan.

ARTICLE 5

Le recrutement de l'animateur de RPE s'effectue après appel de candidature et avis d'un jury comprenant obligatoirement les représentants de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier. En cas de remplacement, les conditions de recrutement seront identiques, le jury comprendra les trois signataires de la convention.

ARTICLE 6

Le service relais est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du maire de la commune de Montpellier, le personnel relevant des règles relatives au fonctionnement des collectivités territoriales.

Le service relais est assuré par un agent ayant la qualification d'éducateur(trice) de jeunes enfants. Il s'agit d'un poste à temps plein.

ARTICLE 7

La caisse d'allocations familiales est responsable de la coordination des RPE sur le département de l'Hérault. Cette coordination consiste à assurer :

- la mise en réseau des relais au travers de réunions régulières,
- le conseil technique,
- les relations de partenariat avec les services de la Direction PMI.

La coordinatrice participera à la présentation des bilans lors du comité de pilotage.

ARTICLE 8

L'implantation se situe 280 boulevard Pénélope à Montpellier.

ARTICLE 9

Le secteur géographique d'intervention est fixé par les trois organismes dans un souci d'équilibre des secteurs et concerne les quartiers : Grammont, la Lironde, Millénaire, la Pompignagne, Port Marianne, Rives du Lez, Salaison.

ARTICLE 10

Le financement de l'ensemble des frais de fonctionnement est assuré de la manière suivante:

→ par le Département à hauteur de 20 % des salaires et charges sociales de l'animatrice,

le Département effectuera le versement de sa participation selon les modalités suivantes :

- 70% en début d'année au vu du budget prévisionnel
- le solde en N+1 régularisé au vu du compte administratif relatif au relais.

→ par la caisse d'allocations familiales qui s'engage, dans le cadre d'une convention spécifique avec le gestionnaire du relais, à lui verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF et un bonus lié à la mise en place de missions renforcées et le cas échéant, une prestation CEJ ou un bonus « territoire Ctg » (cf. annexe 3),

→ par la commune de Montpellier pour le solde

Pour les communes (ou communauté de communes) signataires d'un contrat enfance jeunesse (CEJ) ou d'une convention territoriale globale (CTG) et pour lesquelles le relais petite enfance est intégré, dès son ouverture, dans le plan d'action du CEJ ou de la CTG signé avec chaque commune (ou communauté de communes) un financement complémentaire pourra être apporté par la CAF selon les règles édictées dans les conventions de financements. Le financement des RPE par les fonds nationaux de la CNAF (prestation de service, mission renforcée, bonus « territoire CTG », fonds publics et territoire) est plafonné à 80% du total des charges (y compris contributions volontaires). L'application du plafond se traduit par une réduction à due concurrence du bonus territoire CTG.

ARTICLE 11

La commune de Montpellier communique le bilan des actions et les résultats financiers au conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales et à la Direction de la protection maternelle et infantile pour le Département.

ARTICLE 12

Toutes les actions d'information réalisées par le relais feront référence au Département, à la commune de Montpellier et à la caisse d'allocations familiales.

Les logos de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier devront figurer sur toute documentation ou dépliant réalisé conjointement à l'intention du public.

ARTICLE 13

Toute modification proposée par l'un des partenaires entraînant des changements dans les conditions d'exécution de la convention devra être définie en comité de pilotage ou faire l'objet d'une concertation avec la CAF et le Département et avoir reçu l'accord de chacun des partenaires. Elle devra être ensuite signifiée par courrier à chaque partenaire et devra faire l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 14

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 15

En cas de litiges, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 16 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties sont tenues de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD »).

Les parties sont chacune responsable de traitement, au sens du dit- règlement, pour les données à caractère personnel qu'elles détiennent.

Le responsable de traitement doit s'assurer de la conformité de celui-ci au RGPD. Il a ainsi diverses obligations, parmi lesquelles :

- Obligation de licéité du traitement : le responsable de traitement doit traiter les données en conformité avec le RGPD, de manière loyale, licite, transparente.
- Obligation d'information : pour la réalisation d'un traitement, le responsable de traitement a l'obligation d'informer les personnes concernées. Il doit les informer sur les catégories de données concernées, leurs utilisations, les finalités du traitement ...
- Obligation de sécurité : le responsable de traitement a l'obligation de mettre en place des mesures permettant la sécurité des données traitées. Par ailleurs, en cas de violation des principes de protection des données, le responsable de traitement est tenu d'en informer la CNIL et, dans les cas les plus graves, les personnes concernées.
- Obligation de prise en compte des droits des personnes : le RGPD confère aux personnes divers droits sur leurs données à caractère personnel. Le responsable de traitement doit faciliter l'exercice de ces droits pour les personnes concernées et prendre en compte les demandes qui y sont liées.

ARTICLE 17

Cette convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

La présente convention est établie en trois exemplaires.

A Montpellier, le

Le directeur de la
Caisse d'allocations familiales

Le maire de la commune de
Montpellier

Le président
du Conseil départemental
de l'Hérault

Convention relative au fonctionnement du service relais petite enfance (RPE) de Montpellier Saint Clément

Entre :

- Le **Département de l'Hérault**, n° siren 223 400 011 sis au Mas d'Alco – 1977 avenue des moulins 34087 Montpellier Cedex 4, représenté par monsieur Kléber Mesquida, président du Conseil départemental, **autorisé aux fins des présentes par délibération n°D105 en date du 13/12/2023**,
- La **commune de Montpellier**, gestionnaire du service relais petite enfance située 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier représentée par son maire, monsieur Michaël Delafosse autorisé par délibération du conseil municipal,
- La **caisse d'allocations familiales de l'Hérault** - 139 avenue de Lodève - 34943 Montpellier cedex, représentée par monsieur Thierry Mathieu, son directeur.

ARTICLE 1

Au regard :

- de la loi n°89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfance,
- de la loi n°2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistant(e)s maternel(le)s,
- de la loi 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique,
- de l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles,
- du décret n°2021-1115 du 25 août 2021 relative aux relais petite enfance et à l'information des familles sur les disponibilités d'accueil en établissement d'accueil du jeune enfant,

les parties signataires de la présente convention conjuguent leurs efforts en vue d'assurer le fonctionnement d'un service RPE dans un but d'information, d'accompagnement et d'échange entre les parents, les assistant(e)s maternel(le)s et les différents services aux familles du territoire.

ARTICLE 2

Ce service s'inscrit dans le cadre des actions et des aides concernant le secteur enfance et petite enfance développées par les trois partenaires.

ARTICLE 3

Les missions générales du RPE sont définies par la caisse d'allocations familiales (CAF), conjointement avec la commune de Montpellier et le Département (Direction de la protection maternelle et infantile), et consignées dans l'annexe 1 de la présente convention. Ces missions sont exercées en partenariat avec les services de la DPMI tels que définis dans l'annexe 2.

ARTICLE 4

Un comité de pilotage, composé du directeur de la caisse d'allocations familiales ou de son représentant, du médecin responsable de la Direction de la protection maternelle et infantile (DPMI) ou son représentant, et du maire de la commune de Montpellier ou son représentant, définit et met en œuvre les orientations visées à l'article 1.

Ce groupe se réunit en fonction des besoins, au moins une fois tous les deux ans. Le gestionnaire organise la tenue de ce bilan.

ARTICLE 5

Le recrutement de l'animateur de RPE s'effectue après appel de candidature et avis d'un jury comprenant obligatoirement les représentants de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier. En cas de remplacement, les conditions de recrutement seront identiques, le jury comprendra les trois signataires de la convention.

ARTICLE 6

Le service relais est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du maire de la commune de Montpellier, le personnel relevant des règles relatives au fonctionnement des collectivités territoriales.

Le service relais est assuré par un agent ayant la qualification d'éducateur(trice) de jeunes enfants. Il s'agit d'un poste à temps plein.

ARTICLE 7

La caisse d'allocations familiales est responsable de la coordination des RPE sur le département de l'Hérault. Cette coordination consiste à assurer :

- la mise en réseau des relais au travers de réunions régulières,
- le conseil technique,
- les relations de partenariat avec les services de la Direction PMI.

La coordinatrice participera à la présentation des bilans lors du comité de pilotage.

ARTICLE 8

L'implantation se situe 311 avenue Saint Clément - Ecole Baudelaire à Montpellier

ARTICLE 9

Le secteur géographique d'intervention est fixé par les trois organismes dans un souci d'équilibre des secteurs et concerne les quartiers : Agriculture, Alco, Assas, Astruc, Bel-Air, Casseyrols, la Piscine, le Petit Bard, les Tonnelles, Pilory, Soulas, avenue de Lodève.

ARTICLE 10

Le financement de l'ensemble des frais de fonctionnement est assuré de la manière suivante:

→ par le Département à hauteur de 20 % des salaires et charges sociales de l'animatrice,
le Département effectuera le versement de sa participation selon les modalités suivantes :

- 70% en début d'année au vu du budget prévisionnel
- le solde en N+1 régularisé au vu du compte administratif relatif au relais.

→ par la caisse d'allocations familiales qui s'engage, dans le cadre d'une convention spécifique avec le gestionnaire du relais, à lui verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF et un bonus lié à la mise en place de missions renforcées et le cas échéant, une prestation CEJ ou un bonus « territoire Ctg » (cf. annexe 3),

→ par la commune de Montpellier pour le solde

Pour les communes (ou communauté de communes) signataires d'un contrat enfance jeunesse (CEJ) ou d'une convention territoriale globale (CTG) et pour lesquelles le relais petite enfance est intégré, dès son ouverture, dans le plan d'action du CEJ ou de la CTG signé avec chaque commune (ou communauté de communes) un financement complémentaire pourra être apporté par la CAF selon les règles édictées dans les conventions de financements. Le financement des RPE par les fonds nationaux de la CNAF (prestation de service, mission renforcée, bonus « territoire CTG », fonds publics et territoire) est plafonné à 80% du total des charges (y compris contributions volontaires). L'application du plafond se traduit par une réduction à due concurrence du bonus territoire CTG.

ARTICLE 11

La commune de Montpellier communique le bilan des actions et les résultats financiers au conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales et à la Direction de la protection maternelle et infantile pour le Département.

ARTICLE 12

Toutes les actions d'information réalisées par le relais feront référence au Département, à la commune de Montpellier et à la caisse d'allocations familiales.

Les logos de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier devront figurer sur toute documentation ou dépliant réalisé conjointement à l'intention du public.

ARTICLE 13

Toute modification proposée par l'un des partenaires entraînant des changements dans les conditions d'exécution de la convention devra être définie en comité de pilotage ou faire l'objet d'une concertation avec la CAF et le Département et avoir reçu l'accord de chacun des

partenaires. Elle devra être ensuite signifiée par courrier à chaque partenaire et devra faire l'objet d'un avenant.
Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 14

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 15

En cas de litiges, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 16 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties sont tenues de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD »).
Les parties sont chacune responsable de traitement, au sens du dit- règlement, pour les données à caractère personnel qu'elles détiennent.

Le responsable de traitement doit s'assurer de la conformité de celui-ci au RGPD. Il a ainsi diverses obligations, parmi lesquelles :

- Obligation de licéité du traitement : le responsable de traitement doit traiter les données en conformité avec le RGPD, de manière loyale, licite, transparente.
- Obligation d'information : pour la réalisation d'un traitement, le responsable de traitement a l'obligation d'informer les personnes concernées. Il doit les informer sur les catégories de données concernées, leurs utilisations, les finalités du traitement ...
- Obligation de sécurité : le responsable de traitement a l'obligation de mettre en place des mesures permettant la sécurité des données traitées. Par ailleurs, en cas de violation des principes de protection des données, le responsable de traitement est tenu d'en informer la CNIL et, dans les cas les plus graves, les personnes concernées.
- Obligation de prise en compte des droits des personnes : le RGPD confère aux personnes divers droits sur leurs données à caractère personnel. Le responsable de traitement doit faciliter l'exercice de ces droits pour les personnes concernées et prendre en compte les demandes qui y sont liées.

ARTICLE 17

Cette convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

La présente convention est établie en trois exemplaires.

A Montpellier, le

Le directeur de la
Caisse d'allocations familiales

Le maire de la commune de
Montpellier

Le président
du Conseil départemental
de l'Hérault

Les missions d'un relais petite enfance:

• En direction des assistant(e)s maternel(le)s

- Gestion du fichier des places disponibles.
- Informations administratives (statut, agrément, contrat, régime fiscal).
- Travail de liaison avec les travailleurs sociaux (puéricultrice, médecin de PMI) et les assistant(e)s maternel(le)s en cas de difficultés.
- Soutien technique pour une meilleure qualité d'accueil.
- Information et incitation à la demande d'agrément.

• En direction des parents

- Recensement et gestion des demandes des familles.
- Informations administratives et soutien technique : accompagnement dans l'appropriation du rôle de parent-employeur, information sur la PAJE (prestation d'accueil du jeune enfant), sur les tarifs applicables.
- Information sur les modes d'accueil.
- Information sur le métier assistant(e)s maternel(le)s (l'agrément, formation des assistant(e)s maternel(le)s).
- Aide technique pour le contrat d'accueil de l'enfant chez l'assistante maternelle.
- Accompagnement à la séparation et à l'adaptation de l'enfant.
- Accompagnement de premier niveau et orientation vers les instances spécialisées en cas de litiges.

• Dans un cadre d'amélioration des échanges

- Organisation de rencontres parents/assistant(e)s maternel(le)s et entre assistant(e)s maternel(le)s.
- Organisation de rencontres d'assistant(e)s maternel(le)s pour mettre en place des ateliers d'animation pour les enfants.
- En cas d'indisponibilité de l'assistant(e) maternel(le), recherche de solutions pour les familles en demande de mode d'accueil.
- Lien entre les structures d'accueil et d'éveil du jeune enfant.

Convention relative au fonctionnement du service relais petite enfance (RPE) de Port Marianne

Entre :

- Le **Département de l'Hérault**, n° siren 223 400 011 sis au Mas d'Alco – 1977 avenue des moulins 34087 Montpellier Cedex 4, représenté par monsieur Kléber Mesquida, président du Conseil départemental, **autorisé aux fins des présentes par délibération n° 0106 en date du 13/12/2024**,
- La **commune de Montpellier**, gestionnaire du service relais petite enfance située 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier représentée par son maire, monsieur Michaël Delafosse autorisé par délibération du conseil municipal,
- La **caisse d'allocations familiales de l'Hérault** - 139 avenue de Lodève - 34943 Montpellier cedex, représentée par monsieur Thierry Mathieu, son directeur.

ARTICLE 1

Au regard :

- de la loi n°89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfance,
- de la loi n°2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistant(e)s maternel(le)s,
- de la loi 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique,
- de l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles,
- du décret n°2021-1115 du 25 août 2021 relative aux relais petite enfance et à l'information des familles sur les disponibilités d'accueil en établissement d'accueil du jeune enfant,

les parties signataires de la présente convention conjuguent leurs efforts en vue d'assurer le fonctionnement d'un service RPE dans un but d'information, d'accompagnement et d'échange entre les parents, les assistant(e)s maternel(le)s et les différents services aux familles du territoire.

ARTICLE 2

Ce service s'inscrit dans le cadre des actions et des aides concernant le secteur enfance et petite enfance développées par les trois partenaires.

ARTICLE 3

Les missions générales du RPE sont définies par la caisse d'allocations familiales (CAF), conjointement avec la commune de Montpellier et le Département (Direction de la protection maternelle et infantile), et consignées dans l'annexe 1 de la présente convention. Ces missions sont exercées en partenariat avec les services de la DPMI tels que définis dans l'annexe 2.

ARTICLE 4

Un comité de pilotage, composé du directeur de la caisse d'allocations familiales ou de son représentant, du médecin responsable de la Direction de la protection maternelle et infantile (DPMI) ou son représentant, et du maire de la commune de Montpellier ou son représentant, définit et met en œuvre les orientations visées à l'article 1.

Ce groupe se réunit en fonction des besoins, au moins une fois tous les deux ans. Le gestionnaire organise la tenue de ce bilan.

ARTICLE 5

Le recrutement de l'animateur de RPE s'effectue après appel de candidature et avis d'un jury comprenant obligatoirement les représentants de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier. En cas de remplacement, les conditions de recrutement seront identiques, le jury comprendra les trois signataires de la convention.

ARTICLE 6

Le service relais est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du maire de la commune de Montpellier, le personnel relevant des règles relatives au fonctionnement des collectivités territoriales.

Le service relais est assuré par un agent ayant la qualification d'éducateur(trice) de jeunes enfants. Il s'agit d'un poste à temps plein.

ARTICLE 7

La caisse d'allocations familiales est responsable de la coordination des RPE sur le département de l'Hérault. Cette coordination consiste à assurer :

- la mise en réseau des relais au travers de réunions régulières,
- le conseil technique,
- les relations de partenariat avec les services de la Direction PMI.

La coordinatrice participera à la présentation des bilans lors du comité de pilotage.

ARTICLE 8

L'implantation se situe 260 rue Claude Levi-Strauss à Montpellier.

ARTICLE 9

Le secteur géographique d'intervention est fixé par les trois organismes dans un souci d'équilibre des secteurs et concerne les quartiers : Aiguerelles, la Rauze, Mion, Pont Trinquat, Port Marianne, Saint Martin, Tournezy.

ARTICLE 10

Le financement de l'ensemble des frais de fonctionnement est assuré de la manière suivante:

→ par le Département à hauteur de 20 % des salaires et charges sociales de l'animatrice,

le Département effectuera le versement de sa participation selon les modalités suivantes :

- 70% en début d'année au vu du budget prévisionnel
- le solde en N+1 régularisé au vu du compte administratif relatif au relais.

→ par la caisse d'allocations familiales qui s'engage, dans le cadre d'une convention spécifique avec le gestionnaire du relais, à lui verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF et un bonus lié à la mise en place de missions renforcées et le cas échéant, une prestation CEJ ou un bonus « territoire Ctg » (cf. annexe 3),

→ par la commune de Montpellier pour le solde

Pour les communes (ou communauté de communes) signataires d'un contrat enfance jeunesse (CEJ) ou d'une convention territoriale globale (CTG) et pour lesquelles le relais petite enfance est intégré, dès son ouverture, dans le plan d'action du CEJ ou de la CTG signé avec chaque commune (ou communauté de communes) un financement complémentaire pourra être apporté par la CAF selon les règles édictées dans les conventions de financements. Le financement des RPE par les fonds nationaux de la CNAF (prestation de service, mission renforcée, bonus « territoire CTG », fonds publics et territoire) est plafonné à 80% du total des charges (y compris contributions volontaires). L'application du plafond se traduit par une réduction à due concurrence du bonus territoire CTG.

ARTICLE 11

La commune de Montpellier communique le bilan des actions et les résultats financiers au conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales et à la Direction de la protection maternelle et infantile pour le Département.

ARTICLE 12

Toutes les actions d'information réalisées par le relais feront référence au Département, à la commune de Montpellier et à la caisse d'allocations familiales.

Les logos de la CAF, du Département et de la commune de Montpellier devront figurer sur toute documentation ou dépliant réalisé conjointement à l'intention du public.

ARTICLE 13

Toute modification proposée par l'un des partenaires entraînant des changements dans les conditions d'exécution de la convention devra être définie en comité de pilotage ou faire l'objet d'une concertation avec la CAF et le Département et avoir reçu l'accord de chacun des partenaires. Elle devra être ensuite signifiée par courrier à chaque partenaire et devra faire l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 14

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 15

En cas de litiges, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 16 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties sont tenues de respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD »).

Les parties sont chacune responsable de traitement, au sens du dit- règlement, pour les données à caractère personnel qu'elles détiennent.

Le responsable de traitement doit s'assurer de la conformité de celui-ci au RGPD. Il a ainsi diverses obligations, parmi lesquelles :

- Obligation de licéité du traitement : le responsable de traitement doit traiter les données en conformité avec le RGPD, de manière loyale, licite, transparente.
- Obligation d'information : pour la réalisation d'un traitement, le responsable de traitement a l'obligation d'informer les personnes concernées. Il doit les informer sur les catégories de données concernées, leurs utilisations, les finalités du traitement ...
- Obligation de sécurité : le responsable de traitement a l'obligation de mettre en place des mesures permettant la sécurité des données traitées. Par ailleurs, en cas de violation des principes de protection des données, le responsable de traitement est tenu d'en informer la CNIL et, dans les cas les plus graves, les personnes concernées.
- Obligation de prise en compte des droits des personnes : le RGPD confère aux personnes divers droits sur leurs données à caractère personnel. Le responsable de traitement doit faciliter l'exercice de ces droits pour les personnes concernées et prendre en compte les demandes qui y sont liées.

ARTICLE 17

Cette convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

La présente convention est établie en trois exemplaires.

A Montpellier, le

Le directeur de la
Caisse d'allocations familiales

Le maire de la commune de
Montpellier

Le président
du Conseil départemental
de l'Hérault